

Unité départementale de la Moselle
POLYgone - bâtiment A
5 rue Hinzelin
CS 50551
57009 Metz Cedex

Metz, le 21/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

URSA France SAS

Zac de Carling - Espace Europort
BP 70209
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_URSA_2025-07-16_RAPVI_NDS_01687
Code AIOT : 0006201748

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2025 dans l'établissement URSA France SAS implanté Zac de Carling - Espace Europort BP 70209 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 03/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et du suivi des échéances de la visite du 13 août 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URSA France SAS

- Zac de Carling - Espace Europort BP 70209 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201748
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société URSA France, sur son site de Saint-Avold, exploite des installations de fabrication de polystyrène extrudé et de laine de verre.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rejets totaux de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 3.3.2 (partiel) et 3.2.3 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des rejets atmosphériques de la cheminée de polymérisation	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)	/	Sans objet
2	Surveillance des rejets atmosphériques de la cheminée XPS	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)	/	Sans objet
4	Étude technico-économique de réduction des émissions diffuses	AP Complémentaire du 20/01/2023, article 3.6.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Stockage extérieur d'éthanol	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 8.2.1 (partiel)	/	Sans objet
6	Stockage	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	extérieur de gaz	du 24/07/2015, article 8.2.8 (partiel)		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 3 juillet 2025 a permis de solder les suites de la visite précédente du 13 août 2024 avec la transmission, par l'exploitant, de l'étude technico-économique de réduction des émissions diffuses. Les émissions totales en COV (canalisées et diffuses) y ont été quantifiées conformément à l'équation du bilan matière mentionnée au guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants édité par l'INERIS en 2009 (cf. point de contrôle n°4).

Au vu des résultats de l'étude susmentionnée, l'inspection des installations classées considère que la prescription de l'article 3.2.3 (partiel) l'arrêté préfectoral du 24/07/2015 modifié : « les flux des émissions totales (canalisées et diffuses) de l'établissement ne devront pas dépasser 342 000 kg par an de COV. » n'est plus adaptée. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral susmentionné sur les émissions canalisées et diffuses sont à corrélérer avec les émissions réellement rejetées par l'installation et il est demandé à l'exploitant de se positionner sur le flux réel des émissions totales (canalisées et diffuses) du site. Une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire sera transmise à l'issue (cf. point de contrôle n°3).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets atmosphériques de la cheminée de polymérisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques			
Prescription contrôlée :			
Article 3.2.3 Valeurs limites des rejets atmosphériques (partiel)			
"(...)			
<u>Point de rejet n°2 en sortie de la cheminée de polymérisation :</u>			
Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :			
Paramètres	Concentration limite en mg/Nm ³	Flux horaire maximum en kg/h	Flux annuel maximal en t/an*
Poussières	17,7	6,7	57

SO _x exprimé en SO ₂	50	1,6	13,6
HCl	10	3,8	32,4
NH ₃	30	10	85,2
HF	2,5	0,9	7,6
Hg + Cd + Tl	0,05 par métal et 0,1 pour la somme	<0,01 pour la somme	0,08
As + Ni + Co + Se	1 pour la somme des composés gazeux et particulaires	<0,05 pour la somme	0,42
Sb + Cr Total + Cu + Sn + Mn + V	5 pour la somme des composés gazeux et particulaires	<0,5 pour la somme	4,2
As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI	1 pour la somme des composés gazeux et particulaires	<0,05 pour la somme	0,42
As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI + Sb + Pb + CrIII + Cu + Mn + V + Sn	1 pour la somme des composés gazeux et particulaires	<0,05 pour la somme	0,42
Pb	1	<0,1	0,85
P h é n o l + F o r m a l d é h y d e	10 avec Formaldéhyde <2	3,8	32,4
Amines	3	1,15	9,75

NOx exprimé en NO ₂	5	1,9	16,2
C O V T o t a u x exprimés en C total	26,9	10,3	87,7
COV R40 halogénés (dont phénol)	20	4,4	37,5
COV R45, 46, 49, 60 et 61 (dont formaldéhyde)	2	0,76	6,4
CO	100	19	161,9
H ₂ S	5	1,1	9,4

*pour un fonctionnement annuel de 8520 heures
(...) "

3.3.2 Paramètres et fréquences de surveillance (partiel)

"(...)

Point de rejet n°2 :

Paramètres	Fréquence	Remarque
Débit	continu	
Température	continu	
Humidité	continu	
Poussières	continu	Évaluation
SO _x exprimé en SO ₂	semestrielle	

HCl	semestrielle	
NH ₃	semestrielle	
HF	semestrielle	
COV à l'exclusion du CH ₄ exprimés en C total	semestrielle	
H ₂ S	semestrielle	
Amines	semestrielle	
NOx exprimé en NO ₂	semestrielle	
CO	annuelle	
Hg + Cd + Tl	annuelle	
As + Ni + Co + Se	annuelle	
Sb + Cr Total + Cu + Sn + Mn + V	annuelle	
As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI	annuelle	
As + Co + Ni + Cd + Se + CrVI + Sb + Pb + CrIII + Cu + Mn + V + Sn	annuelle	
Pb	annuelle	

Phénol + Formaldéhyde	annuelle	
COV R40 halogénés (dont phénol)	annuelle	
COV R45, 46, 49, 60 et 61 (dont formaldéhyde)	annuelle	

Les émissions de poussières du four de polymérisation sont évaluées en permanence, à l'aide, par exemple, d'un opacimètre.

Sauf disposition contraire, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Pour les émissions de poussières du point de rejet n°2, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :
aucune concentration moyenne journalière après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance ne dépasse la valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation,

- 90% de la série de résultats de mesure après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance ne dépassent la valeur limite d'émission et aucun résultat pris individuellement ne dépasse le double de la valeur limite. Ces 90% sont comptés sur une base de 24 heures.
- Une analyse de l'ensemble des paramètres est réalisée semestriellement par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement.
- Pour ces analyses, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si aucun des résultats, déterminés conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation, ne dépasse le double de la valeur limite.(...)"

Constats :

Mesures du contrôle extérieur :

Lors de la visite du 3 juillet 2025, l'exploitant a présenté :

- les rapports de contrôle externe semestriel (mesures réalisées par un organisme agréé des 12-13 novembre 2024 et 28-29 avril 2025) ;

- le rapport de contrôle externe annuel (mesures réalisées par un organisme agréé des 12-13 novembre 2024) portant sur les paramètres à fréquence annuelle.

Les rapports mettent en évidence, sur les rejets communs de la cheminée principale, un dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) en concentration uniquement sur les NOx (5,82 mg/Nm³, pour une VLE de 5 mg/Nm³) sur la mesure du 13 novembre 2024 et un retour en conformité sur la mesure du 29 avril 2025 (3,16 mg/Nm³).

L'exploitant a indiqué ne pas avoir d'explications sur les causes de ce dépassement inhabituel.

Aucun autre dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) en concentration et en flux pour les rejets canalisés issus des installations de laine de verre n'est constaté.

Pour l'année 2024, aucun dépassement des flux maximaux annuels n'est constaté.

Mesures en continu :

Un opacimètre mesure en continu les poussières sur la cheminée principale. Les résultats de cette autosurveillance en continu du 1^{er} avril au 26 juin 2025, présentés lors de la visite du 3 juillet 2025, ont révélé :

- 3 dépassements ponctuels de la concentration moyenne journalière supérieure à la VLE autorisée. A noter que l'exploitant ne soustrait pas la valeur de l'intervalle de confiance à ses résultats.
- des dépassements de la valeur limite d'émission sur plus de 90% de la série de résultats de mesure sur 24 h après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (12 jours au total sur la période) et des épisodes ponctuels de dépassements supérieurs au double de la valeur limite d'émission (12 jours sur la période avec au moins un dépassement d'une mesure sur 15 min supérieur au double de la valeur limite d'émission). Ces dépassements, qui ont eu lieu essentiellement du 3 au 13 mai 2025, sont dus, selon l'exploitant, à une défaillance du système de réchauffement des fumées à l'intérieur de la cheminée de polymérisation qui permet d'éviter que des condensats se forment sur la lentille et interfèrent les résultats de mesure ;
- l'absence de dépassement de la VLE en poussières du 9 au 26 juin 2025 (derniers résultats reportés).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques de la cheminée XPS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 3.2.3 (partiel) + 3.3.2 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 3.2.3 Valeurs limites des rejets atmosphériques

"Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Point de rejet n°1 en sortie de la cheminée XPS :

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration instantanée en mg/Nm^3	Flux horaire maximum en kg/h	Flux annuel maximal en t/an^*

Poussières	10	0,550	4,700
C O V T o t a u x exprimés en C total	100	5,5	46,8

**pour un fonctionnement maximal annuel de 8520 heures
(...)"*

Article 3.3.2 Paramètres et fréquences de surveillance

"Point de rejet n°1 :

Les émissions canalisées de COV (hors méthane) et de poussières font l'objet d'une mesure semestrielle par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement.
(...)"

Constats :

Les mesures du 2ème semestre 2024 (12 novembre 2024) et du 1er semestre 2025 (15 mai 2025) réalisées par un organisme agréé ne montrent aucun dépassement en concentration et en flux sur les paramètres poussières et COVT.

Pour l'année 2024, aucun dépassement du flux maximal annuel en poussières et COVT n'est constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets totaux de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 3.3.2 (partiel) et 3.2.3 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 24/07/2015 modifié :

Paramètres et fréquences de surveillance

"Point de rejet n°1 :

(...)"

L'exploitant transmet, annuellement avant fin février de chaque année à l'inspection des installations classées, un bilan matière de l'ensemble des COV utilisés sur le site (entrées-sorties). Ce bilan est effectué selon la méthodologie du guide d'élaboration d'un plan de gestion complet des solvants édité par l'INERIS dans le cadre de l'élaboration d'un plan de gestion complet de solvant. (...)"

Article 3.2.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 24/07/2015 modifié:

"(...) Rejets totaux de l'établissement:

Dans l'attente des résultats de l'étude prescrite à l'article 6, les flux des émissions totales

(canalisées et diffuses) de l'établissement ne devront pas dépasser 342 000 kg par an de COV."

Constats :

Pour 2024, l'exploitant déclare une consommation totale de 224 823 kg de COV totaux dans sa déclaration GERE.

L'inspection des installations classées a constaté, sur la base de la déclaration GERE 2024, que l'exploitant n'a pas repris l'équation du bilan matière mentionnée au guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants édité par l'INERIS en 2009 comme prescrit par l'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 modifié susmentionné, pour permettre une évaluation plus précise des rejets canalisés et diffus émis par l'installation.

Pour rappel, une étude des émissions en COV des plaques d'XPS, pour une durée de vie du produit d'au minimum 6 mois, a été réalisée à la demande de l'inspection des installations classées afin de pouvoir réaliser le bilan matière susmentionné et mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral sur les émissions canalisées et diffuses liées réellement à l'installation. Les résultats de cette étude ont été transmis par courriel du 21 août 2024.

L'exploitant a indiqué avoir reçu tardivement l'étude technico-économique de réduction des émissions diffuses du 23 mai 2025 (cf. point de contrôle n°4) intégrant le plan de gestion des solvants pour pouvoir intégrer les résultats 2024 dans sa déclaration GERE.

Ainsi pour 2024, pour la ligne XPS uniquement, il ressort que la quantité de COV totale libérée par les installations du site est de 74 808 kg au total dont 36 434 kg d'émissions non captées (diffuses et fugitives) réparties de façon suivante :

- Émissions parc : 8362 kg/an ;
- Émissions fugitives : 10344 kg/an ;
- Émissions ouverture portes : 17728 kg/an.

Au vu des résultats de l'étude susmentionnée, l'inspection des installations classées considère que la prescription de l'article 3.2.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral susmentionné : « *les flux des émissions totales (canalisées et diffuses) de l'établissement ne devront pas dépasser 342 000 kg par an de COV.* » n'est plus adaptée. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral sur les émissions canalisées et diffuses sont à corréliser avec les émissions réellement rejetées par l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur le flux des émissions totales (canalisées et diffuses) du site au vu des éléments présentés ci-dessus. Une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire sera transmise à l'issue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Étude technico-économique de réduction des émissions diffuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/01/2023, article 3.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/08/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"L'exploitant réalise une étude technico-économique visant à réduire ou à canaliser les émissions diffuses liées à la production de plaques de polystyrène extrudé XPS. Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées sous 18 mois, à compter de la notification du présent arrêté."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de la visite du 3 juillet 2025 et transmis par courriel le même jour, l'étude technico-économique de réductions des émissions diffuses du 23 mai 2025 ainsi que les rapports de la campagne de mesure et de réduction des émissions diffuses fugitives de COV au sein de son installation demandés lors de la visite du 13 août 2024 et non transmis.</p> <p>L'étude intègre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bilan annuel des émissions COV ; • un bilan massique des constituants entrant dans le cadre du process ; • les mesures de réduction mises en place par l'exploitant. <p>L'étude a permis d'identifier et de quantifier trois principales sources d'émissions diffuses : le stockage extérieur des produits finis, les émissions fugitives issues des équipements, et les relargages résiduels liés aux bâtiments de production. Des mesures ont été réalisées dans chacun de ces domaines :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les émissions fugitives ont été réduites de manière notable grâce à des interventions ciblées de maintenance, passant de 18 tonnes en 2023 à 3 tonnes en 2025 (rapports d'intervention 2023 et 2025 présentés). L'exploitant a mis en place un programme de surveillance annuel des émissions fugitives, afin de garantir le maintien des performances environnementales dans la durée ; • le bâtiment de production est maintenu en légère dépression afin de permettre l'aspiration des émissions diffuses. L'exploitant a réalisé le remplacement des portes sectionnelles par des portes automatiques afin de réduire les pertes d'air confiné ; • les émissions liées au stockage, bien que techniquement non captables en raison des contraintes réglementaires de sécurité incendie, sont surveillées et intégrées au bilan

environnemental.

Ainsi l'étude conclut que les leviers techniques de réduction sont aujourd'hui épuisés. Les marges de progrès sont limitées à la mise en œuvre de mesures organisationnelles complémentaires tels que l'optimisation des paramètres de fonctionnement des portes sectionnelles automatiques (temps de latence et vitesse de fermeture).

Au vu des éléments présents dans l'étude, l'inspection des installations classées considère que les mesures technico-économiques mises en place pour réduire ou canaliser les émissions diffuses liées à la production de plaques de polystyrène extrudé XPS répondent à l'objectif de réduction demandé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage extérieur d'éthanol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 8.2.1 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité

Prescription contrôlée :

"Le réservoir de stockage d'éthanol sera doté des dispositifs de sécurité suivants :

- une soupape de sécurité [...];
- une mise à la terre ;
- une mesure de température reportée en salle de commande, alarmée en cas de température haute ;
- une mesure de pression reportée en salle de commande, alarmée en cas de pression haute ;
- une mesure de niveau reportée en salle de commande, alarmée en cas de niveau haut ;
- [...].

Le stockage et les conduites de transport d'éthanol seront protégés contre le risque de collision avec des véhicules.

La zone de dépotage sera imperméable et munie d'une capacité de rétention.

Un dispositif devra pouvoir interdire tout dépotage en cas de non connexion des citernes de déchargement à la terre.

Des procédures et consignes particulières encadreront toutes les phases de fonctionnement de cette installation."

Constats :

L'Inspection a constaté, lors de la visite du 3 juillet 2025 :

- la présence de la soupape de sécurité ;
- la mise à la terre ;
- le report de température - pression - niveau en salle de commande (fonctionnement non testé) ;
- le synoptique de déclenchement d'alarme avec les seuils haut fixés ;
- la présence de barrière empêchant tout risque de collision ;
- la zone de dépotage est en béton et dispose d'une fosse enterrée imperméable ;
- la présence d'un dispositif de mise à la terre des citernes relié à un système de détection asservi au déclenchement du dépotage ;

- une procédure spécifique écrite encadre toutes les phases de fonctionnement de cette installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage extérieur de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 8.2.8 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage extérieur de gaz

Prescription contrôlée :

"
(...)

Les bonbonnes de gaz , sont stockées sur une aire de stockage dédiée et délimitée sur 3 côtés par des murs en béton de 2,5 m de haut.

(...)

Les bonbonnes et autres équipements métalliques doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

La tuyauterie du circuit de soutirage du gaz liquéfié est protégée contre le risque de collision avec des véhicules.

L'entretien des espaces verts fait l'objet d'une procédure particulière contre le risque de collision des engins et matériels d'entretien avec les portions de tuyauteries cheminant à moins de cinquante centimètres du sol et reliant la zone de dépotage au réservoir ainsi que celles reliant le réservoir à l'atelier de fabrication.

Afin de limiter les risques de chute et de roulement au sol, l'exploitant prend toute disposition pour s'assurer que les bonbonnes de gaz , (vides et pleines) stockées, en attente de soutirage ou en cours de soutirage soient correctement calées.

Le robinet de soutirage présent sur la bonbonne est protégé contre les chocs par une tôle d'acier ou tout dispositif d'efficacité équivalente.

Le circuit de soutirage de gaz , est équipé des dispositifs de sécurité suivants

- une mesure de pression reportée dans la cabine extrudeuse, alarmée en cas de pression basse ;
- un dispositif d'arrêt d'urgence provoque la mise en sécurité de la bonbonne et coupe l'alimentation du circuit de soutirage ;
- des vannes automatiques à sécurité positive permettant de stopper l'alimentation des appareils consommant du produit. Ces vannes sont asservies à un dispositif d'arrêt d'urgence et sont également commandables manuellement ;
- 2 soupapes de sécurité installées entre la bonbonne (en soutirage) et le circuit de soutirage. Le jet des soupapes doit s'effectuer de bas en haut sans rencontrer d'obstacle.

Une procédure spécifique écrite encadre toutes les phases de fonctionnement de cette installation.

En particulier, elle précise :

- les mesures de sécurité particulières (ex : utilisation d'élingues) à appliquer lors du déchargement (livraison) ou chargement (sur les racks de soutirage et d'attente de soutirage) des bonbonnes;
- que l'état des flexibles de raccordement des bonbonnes au circuit de soutirage doit être vérifié avant chaque raccordement ;
- que tout flexible détérioré doit être immédiatement remplacé ;
- les manipulations à effectuer lors du remplacement d'une bonbonne en soutirage par une nouvelle (fermeture des vannes manuelles situées sur les flexibles de raccordement, notamment);
- la fréquence des vérifications de l'étalonnage des 2 détecteurs de gaz de l'installation ;
- les actions à mettre en œuvre en cas de déclenchement d'une alarme consécutivement à la détection d'une fuite de gaz ;
- la gestion des situations d'urgence.

L'exploitant établit un plan de détection de gaz indiquant l'emplacement des capteurs et les appareils asservis à ce système. A minima les zones de stockage sont couvertes par ce réseau de capteurs.

En cas de détection de gaz inflammable à une concentration supérieure à 20 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), les détecteurs agissent sur des alarmes perceptibles par les personnels concernés. Le déclenchement de l'alarme entraîne la mise en œuvre des mesures appropriées à la correction des dérives.

En cas de détection de gaz inflammable à une concentration fixée par l'exploitant, toutefois inférieure ou égale à 50 % de la LIE, ils déclenchent une alarme visuelle sur l'aire de stockage et une alarme visuelle et sonore à l'intérieur de l'atelier de production de polystyrène extrudé. Le déclenchement de l'alarme entraîne la mise en œuvre des mesures appropriées à la correction des dérives.

L'étalonnage de ces détecteurs est régulièrement contrôlé selon une fréquence définie par l'exploitant. Les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées."

Constats :

L'Inspection a constaté, lors de la visite du 3 juillet 2025 :

- la présence de murs en béton de 2,5 m de haut sur les trois cotés ;
- la présence de câbles de mise à la terre ;
- la protection de la tuyauterie du circuit de soutirage du gaz liquéfié ;
- la protection des portions de tuyauteries cheminant à moins de cinquante centimètres du sol et reliant la zone de dépôtage au réservoir ainsi que celles reliant le réservoir à l'atelier de fabrication sont protégées contre le risque de collision avec des véhicules ou matériels d'entretien des espaces verts ;

- que les bonbonnes de gaz étaient correctement calées ;
- que le robinet de soutirage de la bonbonne était protégé contre les chocs ;
- qu'une mesure de pression est bien reportée en cabine extrudeuse ;
- qu'un dispositif d'arrêt d'urgence, présent sur la zone de stockage, permet la mise en sécurité de la bonbonne et coupe l'alimentation du circuit de soutirage. Son fonctionnement n'a pas été testé ;
- des vannes automatiques, commandables manuellement par arrêt d'urgence, sont bien présentes. L'asservissement n'a pas été testé ;
- les deux soupapes de sécurité sont bien présentes.

L'exploitant a présenté plusieurs procédures spécifiques encadrant toutes les phases de fonctionnement et répondant aux différents critères fixés.

L'exploitant a présenté un plan de détection des gaz répondant aux critères fixés.

L'exploitant a mis en place des détecteurs de gaz inflammables agissant sur des alarmes pour une concentration de 20 % de la LIE et de 40 % de la LIE.

L'alarme visuelle sur l'aire de stockage est présente, son fonctionnement n'a pas été testé.

L'alarme visuelle et sonore à l'intérieur du hall de production de polystyrène extrudé existe, son fonctionnement n'a pas été testé.

L'exploitant procède à un contrôle semestriel du système de détection. Il a présenté les rapports de contrôle réalisés par un organisme extérieur du 8 novembre 2024 et du 21 mai 2025. Les rapports attestent de la conformité de la détection gaz et du déclenchement des alarmes.

Type de suites proposées : Sans suite